Actualités

UNIVERSITÉS

1248

Précisions sur l'éligibilité des dépenses afférentes à des recherches menées dans le domaine du droit

CE, 3^e et 8^e ch., 14 oct. 2022, n° 443869

Si les dépenses afférentes à des recherches menées dans le domaine du droit sont par principe éligibles au crédit d'impôt recherche, celles exposées au titre d'une salariée doctorante en droit effectuant au sein d'une société d'avocats des recherches de thèse sur les particularités de la procédure de divorce en sont exclues.

Le Conseil d'État relève qu'il résulte du II de l'article 244 quater B du CGI et des articles 49 septies F et 49 septies G de l'annexe III au CGI qu'ouvrent droit au crédit d'impôt recherche (CIR) les dépenses de personnel afférentes aux chercheurs et techniciens de recherche directement et exclusivement affectés à la réalisation d'opérations de recherche scientifique et technique.

La Haute juridiction précise toutefois que si les recherches menées dans le domaine du droit ne sauraient par principe en être exclues, les recherches de nature juridique effectuées par un salarié au sein d'une société d'avocats, qui ont pour objet d'identifier les dispositions juridiques applicables et d'analyser une pratique juridique existante dans un domaine, ne peuvent ouvrir droit au bénéfice de ce crédit d'impôt à raison des dépenses de personnel y afférentes.

Il juge, par suite, que les dépenses de personnel exposées au titre d'une salariée doctorante en droit effectuant au sein d'une société d'avocats des recherches de thèse sur les particularités de la procédure de divorce ne peuvent ouvrir droit au CIR.

MAJEURS PROTÉGÉS

1249

Mandat de protection future : les recommandations du CSN pour améliorer la mise en œuvre

CSN, rapp., 24 oct. 2022

Issu de la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, le mandat de protection future fait l'objet d'un rapport du Conseil supérieur du notariat (CSN) (*JCP G 2022, act., Aperçu rapide Y. Favier*). Il en ressort que le dispositif présente de nombreux avantages pour celui qui veut anticiper les conséquences juridiques et personnelles d'une altération de ses facultés, de nature à empêcher l'expression de sa volonté, ou pour les parents d'un enfant handicapé qui souhaitent préparer au mieux le moment où ils ne pourront plus pourvoir seuls à ses intérêts. En revanche, il reste faiblement utilisé en proportion du nombre de personnes susceptibles d'être concernées. Moins de 20 000 mandats sont établis chaque année, et moins de 1 000 sont mis en œuvre. Principales causes : le mandat de protection future est peu connu, peu promu et peu facile à mettre en

œuvre. Le rapport formule 7 recommandations :

- confier au notaire le soin de constater la prise d'effet du mandat de protection future ;
- faire du mandat de protection future un acte exclusivement notarié ;
- faciliter la circulation du mandat de protection future hors les frontières ;
- autoriser conventionnellement les actes de disposition relatifs au logement de la personne protégée ;
- élargir l'objet du mandat de protection future à l'assistance ;
- contractualiser l'obligation du mandataire d'établir les comptes de sa gestion et mutualiser les opérations de contrôle ;
- mettre en place une mesure de publicité du dispositif.

AVOCATS

1250

« Paquet législatif LCB-FT » : motion du CNB

CNB, actualités, 17 oct. 2022

Le Conseil national des barreaux (CNB) a adopté une motion portant sur les dispositions du « paquet législatif LCB-FT » publié le 20 juillet 2021 par la Commission européenne et prévoyant, en particulier :

- un projet de règlement visant à instaurer une autorité européenne de supervision en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (l'ALBC/AMLA) et à contraindre les États membres à désigner une autorité publique nationale chargée de contrôler les activi-

tés des organismes d'autorégulation - dont les Ordres d'avocats - en charge de veiller au respect de leurs membres de leurs obligations LCB-FT ;

- un projet de 6^e directive anti-blanchiment posant notamment des règles relatives aux autorités nationales de surveillance et aux cellules de renseignement financier dans les États membres.

L'AG a donné mandat au bureau de porter la motion auprès des autorités européennes et des pouvoirs publics dans le cadre du débat qui s'engage au Parlement européen et au Conseil de l'UE sur ces projets de textes. En outre, le CNB dénonce la rédaction actuelle de l'article 38, § 3 a) du projet de 6^e directive qui « pourrait permettre à la future autorité nationale d'avoir accès à tout élément détenu par les avocats, sauf certaines exceptions, et de leur adresser des instructions, ce qui aurait pour effet de porter une atteinte grave et manifeste au secret professionnel et aux principes d'auto-régulation et d'indépendance de la profession d'avocat ». Le CNB réclame notamment « un encadrement strict des pouvoirs de l'ALBC/AMLA et ses rapports avec les autorités nationales et les organismes d'auto-régulation du secteur non financier » ; et « qu'il soit garanti que la future autorité nationale chargée de contrôler les activités des organismes d'auto-régulation n'interviendra jamais dans un cas individuel et n'aura pas accès aux informations couvertes en toutes matières par le secret professionnel ».

EN BREF

Sophie Sabot-Barcet est élue présidente du Conseil supérieur du notariat

M^e Sophie Sabot-Barcet, notaire à Monistrol-sur-Loire (Haute-Loire), a été élue présidente du Conseil supérieur du notariat le 25 octobre. Elle devient à 51 ans « la première femme de l'histoire du notariat à occuper ce poste et à présider ainsi aux destinées de la profession pour les deux

prochaines années ». Elle sera accompagnée d'un bureau composé de 6 membres (CSN, communiqué, 25 oct. 2022).

Une nouvelle plateforme de partage des connaissances de la Cour EDH

Le Conseil de l'Europe et la Cour EDH ont lancé l'outil CEDH-KS, une plateforme de partage des connaissances permettant d'accéder à des informations complètes

et actualisées sur la jurisprudence de la Cour EDH (*Cons. Europe, communiqué, 18 oct. 2022*).

Le Barreau de Paris lance un cloud sécurisé pour les avocats

Alors que les signalements de piratage, de fuite de données ou de blocage de services numériques sont de plus en plus fréquents, l'Ordre des avocats de Paris recommande de protéger

les documents à l'aide de services sécurisés disposant d'un système de chiffrement de données. Le barreau a dévoilé le lancement de son propre cloud sécurisé actuellement disponible en précommande, pour une commercialisation au 1^{er} janvier 2023 (80 € HT pour 30 Go). Il a été labellisé SecNumCloud par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) (*Barreau de Paris, communiqué, 21 oct. 2022*).